

# Le pessimisme des Occidentaux : un défi politique

[PHILIPPE LEGRAIN](#) / économiste et écrivain Le 04/06 à 14:23



Le pessimisme affecte surtout les perdants sur le terrain économique et ceux qui craignent d'être les prochaines victimes. - Matt Dunham/AP/SIPA

## **LE CERCLE/CHRONIQUE - Brexit, élection de Trump... La peur du déclin, en Occident, a provoqué une vague de pessimisme sans précédent. Pour les politiques, rassurer les électeurs sera compliqué, mais pas impossible.**

La confusion et le désordre politique qui règnent dans nombre de pays occidentaux tient pour beaucoup à leur pessimisme quant à l'avenir. Selon le Pew research center, 60 % des Occidentaux pensent que la situation financière des enfants d'aujourd'hui sera moins bonne que celle de leurs parents et la plupart des Européens pensent que la prochaine génération vivra moins bien. Pour paraphraser le philosophe Thomas Hobbes, ils pensent que les jeunes d'aujourd'hui ont pour seule perspective une vie solitaire, misérable, pénible, quasi animale - et longue.

Le pessimisme affecte surtout les perdants sur le terrain économique et ceux qui craignent d'être les prochaines victimes. Il touche les jeunes, inquiets pour leur avenir, et les anciens, nostalgiques de leur jeunesse. Il repose sur la crainte des Occidentaux de voir les robots, les travailleurs chinois ou les immigrés prendre leur travail, et l'homme blanc perdre son statut privilégié en Occident et ailleurs dans le monde.

### **Trois pessimismes**

Le pessimiste ne croit plus au progrès ; or quand on ne croit plus au progrès, la peur du changement risque de s'installer. Plutôt que de se concentrer sur les opportunités, il voit des menaces partout et il se raccroche à ce qu'il a. Les inégalités deviennent une préoccupation essentielle, mais c'est nocif si cela conduit à des

positions identitaires qui sont conflictuelles. On peut définir trois types de pessimistes.

- Le pessimiste soumis. Souvent de centre-droit et bénéficiant d'une bonne situation, il s'inquiète pour l'avenir. Il pense qu'il est impossible ou peu souhaitable de bouleverser le système et accepte à contrecœur des perspectives d'avenir qui lui paraissent se rétrécir. Les responsables politiques qui relèvent de ce modèle se contentent de gérer un déclin jugé relativement supportable.

LIRE AUSSI :

- [Pessimisme vis-à-vis de la mondialisation : un mal bien français](#)

- Le pessimiste anxieux. Souvent de centre-gauche, il est plus inquiet pour l'avenir, mais se satisfait d'une limitation des conséquences les plus noires du déclin. Il est d'accord pour investir un peu davantage et pour distribuer un peu plus équitablement les maigres revenus d'une faible croissance. Mais il s'inquiète de plus en plus de l'évolution de la technique et de la mondialisation. Les responsables politiques de cette catégorie cherchent donc à ralentir le rythme de la première et l'étendue de la seconde. Ils veulent rendre le déclin plus tolérable.

- Le pessimiste coléreux. Il adhère généralement aux idées populistes et estime que l'économie est truquée, les politiciens corrompus et les étrangers dangereux. Il ne veut pas gérer le déclin, mais détruire le statu quo. Il soutient des politiciens qui risquent de mettre en oeuvre des solutions perdant perdant, simplement pour que les autres souffrent.

## Attitude auto-réalisatrice

Tous ces pessimistes partagent une caractéristique : ils ne voient pas de solution viable. Le pessimiste soumis et le pessimiste anxieux se focalisent tellement sur les risques et les difficultés du changement qu'ils ne prennent pas en compte le risque de l'inaction - notamment celui de la montée du populisme. Par contre le pessimiste coléreux estime qu'il est possible de renverser le système tout en conservant les avantages. Or malgré tous leurs défauts, les sociétés occidentales apportent une prospérité, une sécurité et une liberté sans précédent - menacées aujourd'hui par le nationalisme autoritaire et le populisme.

"Le pessimiste coléreux aggrave la situation en votant pour Trump ou pour le Brexit."

Un déclin relatif de l'Occident est presque inévitable, mais les problèmes économiques ne le sont pas. Or le pessimisme est une attitude auto-réalisatrice. Pourquoi entreprendre des réformes difficiles si l'avenir est sombre de toute façon ? Le pessimiste soumis et le pessimiste anxieux ont tendance à élire des gouvernements qui évitent les décisions difficiles (témoin en est la grande coalition en Allemagne), tandis que le pessimiste coléreux aggrave la situation (par exemple [en votant pour Trump](#) ou [pour le Brexit](#)).

Les choses peuvent se passer autrement. La vie politique occidentale peut s'éclaircir, mais à condition que les responsables politiques s'attaquent aux racines du pessimisme. Ainsi que l'a montré le président français Emmanuel Macron, les dirigeants audacieux peuvent réussir en portant un message d'espoir, d'ouverture et d'inclusion, et en proposant une voie de progrès reposant sur des réformes crédibles. Dans mon livre « European Spring » (« Le printemps européen ») je propose une feuille de route vers le changement économique et politique en Europe. Pour l'essentiel elle peut s'appliquer aussi à d'autres pays rongés par le pessimisme, notamment aux États-Unis.

## Politique ambitieuse

Rassurer et inspirer les électeurs est avant tout un défi politique, et non pas technocratique. Mais il y faut une politique ambitieuse pour accroître la taille du gâteau à partager et en faire des parts plus équitables. Dans cet objectif, les gouvernements occidentaux pourraient notamment :

- Encourager davantage la productivité, car elle est à la base de l'amélioration du niveau de vie. Favoriser l'investissement, par exemple dans les technologies vertes, relancerait à court terme la demande et à long terme augmenterait la capacité de production. Financer de nouvelles recherches, faciliter l'accès au [capital-risque](#) et adopter une réglementation appropriée y contribuerait.
- Favoriser la [création de valeur](#) et réprimer son extraction. Alléger les restrictions réglementaires à la construction permettrait de diminuer la [spéculation](#) immobilière et permettrait aux villes de se développer, créerait des emplois et augmenterait l'offre de logements à un prix abordable. Les réformes financières, en particulier la suppression des réductions d'impôt pour les emprunteurs, encourageraient l'investissement dans l'économie réelle. Une réglementation plus stricte de la concurrence et des processus de formation aux affaires plus adéquates diminueraient les profits des monopoles et donneraient un coup de fouet aux [start-up](#).
- Offrir davantage d'opportunités à chacun, ainsi qu'une meilleure protection sociale. Pour se sentir partie

prenante du changement et ne pas reculer devant les risques, chacun doit pouvoir acquérir de nouvelles connaissances pour s'adapter à l'évolution du travail, disposer d'un revenu suffisant et bénéficier d'un bon système de protection sociale. Comme en Estonie, chaque enfant devrait apprendre la programmation informatique. Un meilleur accès à l'université élargirait l'horizon, vaccinerait contre le populisme et pousserait les revenus à la hausse. L'apprentissage tout au long de la vie devrait devenir la règle, comme c'est le cas au Danemark.

## **Une allocation pour les jeunes**

Il faut augmenter les salaires réels. Il faudrait faire comme au Royaume-Uni et [augmenter le salaire minimum](#), ou offrir un crédit d'impôt plus important pour les contribuables aux salaires les plus faibles. Il doit être possible de diminuer les cotisations sociales des travailleurs en augmentant la taxe foncière. Et un système de protection sociale modernisé doit offrir davantage de sécurité aux travailleurs indépendants.

Financée par une hausse des droits de succession ou par une sorte de [TVA](#) progressive, une allocation d'environ 10.000 euros attribuée à tous les jeunes leur donnerait le moyen d'investir dans leur avenir, serait un outil d'insertion sociale et une protection en cas de coup dur. Comme en Suède, le montant des retraites versées par l'Etat pourrait s'ajuster automatiquement en fonction de la taille de la main-d'oeuvre, ce qui encouragerait l'immigration.

Une bonne politique économique ne peut résoudre tous les problèmes sociaux et culturels. Mais elle peut aider l'Occident à échapper à son pessimisme si pernicieux et à renouer avec un optimisme ouvert à une politique libérale et progressiste.

**Philippe Legrain** est économiste et écrivain. *Ce texte est publié en collaboration avec [Project Syndicate](#).*